

Si les Soviétiques en sept ans de vaines négociations n'avaient pas discrédité leur diplomatie, ils auraient aujourd'hui une belle chance de diviser à leur profit le monde occidental. Présentement, les propositions de traité avec l'Allemagne qu'ils viennent de formuler ne changeront rien au cours des choses. Tout au plus les Communistes en feront-ils matière à propagande qui pour ne pas se dissoudre dans la monotonie a sans cesse besoin de slogans nouveaux.

Les propositions soviétiques de traité avec l'Allemagne.

Leur plan de traité est exclusivement destiné à séduire les Allemands eux-mêmes. Les Russes offrent la réunification du pays, le retrait des forces étrangères, l'indépendance politique et économique, et même une armée nationale en place d'une participation à l'armée européenne, et l'amnistie et la liberté politique pour les anciens nazis que Bonn leur refuse. Une clause malheureusement lâche tout. C'est l'obligation pour le nouvel Etat unifié et libéré de reconnaître pour définitive la frontière Oder-Neisse, ce qui laisse au chancelier Adenauer un argument décisif pour repousser l'ensemble du projet: Aucun gouvernement allemand ne signera une amputation de la Silésie, de la Poméranie et de la Prusse Orientale.

Les élections du Sudweststaat.

Les élections qui viennent d'avoir lieu dans le nouvel état du Sud-Ouest réunissant le Wustemberg, Bade et Hohenzollern, ne laissent aucun doute sur le genre d'audience que les Soviétiques peuvent atteindre: 115.000 voix communistes sur trois millions: Adenauer n'aura aucune peine à convaincre son public que les offres de Moscou ne sont qu'une ruse diplomatique après tant d'autres. Il en aura d'autant moins que les élections ont été pour lui un succès inespéré. On s'attendait à un recul très vif des voix de la Démocratie Chrétienne relativement à 1949. La campagne se faisait sur le projet d'armée européenne et l'on sait combien les Allemands d'aujourd'hui repugnent à reprendre l'uniforme.

Les Socialistes croyaient la politique du Chancelier assez impopulaire pour que leur triomphe soit assuré; et de ce succès ils comptaient se servir pour exiger des élections générales avant la date fixée, l'été 1953. Or l'avance socialiste sur 1949 qui marque l'apogée du prestige d'Adenauer n'a été que de 6 pour cent, chiffre d'ailleurs en recul sur l'avance obtenue en 1950. Aussi la déception de Schumacher est grande. Notons en outre que les néo-nazis n'ont eu que 2 pour cent seulement des voix, le résultat dépasse les prévisions les plus optimistes du gouvernement en place, ce qui dans les circonstances difficiles qu'il traverse tient du miracle.

La Démocratie en Allemagne.

Malgré ses défauts évidents, la démocratie dans les pays évolués, même politiquement jeunes, comme l'Allemagne, réussit à traduire la réaction instinctive d'un certain bon sens populaire grâce à cette alchimie subtile qu'est la loi du nombre qui efface les mouvements individuels d'humeur et met en évidence une moyenne réfléchie. Le même effet serait certainement apparent en France si l'on procédait à une consultation. Un gouvernement (ou ce qui chez nous en tient lieu) peut n'être pas populaire, mécontenter la majorité et dans les urnes se trouver confirmé dans son office. Le peuple allemand s'il n'aime guère l'occupant, s'il répugne à l'uniforme, s'il souffre de la coupure en deux tronçons de sa patrie, sait que son destin et sa foi le rattachent à l'Occident qui le protège d'une barbarie qu'il a pu voir à l'œuvre et dont aucune séduction ne peut l'atteindre.

Le Kremlin et les Français.

Le Politbureau sait tout cela mieux que nous. On se demande même si en proposant aux Allemands de leur rendre une armée nationale, ils ne perdront pas plus de leur influence en France, qu'il n'en gagneront outre Rhin. Car quoi qu'ils en disent, c'est pour les communistes français un coup imprévu. Quel Français, en effet, ne réalise qu'une Allemagne indépendante, libérée de troupes étrangères et réunifiée, même si on limitait par traité le nombre de ses divisions et le calibre de ses canons, serait en position d'exercer sur la France appauvrie et désarmée une pression que les circonstances aidant pourrait tourner au drame. L'armée que Moscou propose c'est exactement celle qu'a autorisée le traité de Versailles en 1919; on sait ce qu'il en est advenu en 1939.

D'ailleurs, faut-il le répéter, depuis sept ans le Kremlin ne s'est jamais soucié de fortifier la propagande de ses commis français. Il les tient en piètre estime et considère, non sans raison, la France comme le pays du monde le plus imperméable à l'idéologie bolchevique. Le nombre de ses adhérents aux élections peut tromper et trompe effectivement l'étranger. On confond un esprit de classe combatif avec le goût du collectivisme.

Des négociations sont-elles possibles.

La proposition soviétique aura-t-elle une suite? Après les accusations de guerre bactériologique, les Américains sont mal disposés à négocier. Ils demanderont d'abord qu'on en finisse avec le traité autrichien qui est en suspens depuis trois ans; ils poseront comme condition préalable aux pourparlers sur l'Allemagne que les Soviétiques acceptent de recevoir en zone orientale la délégation de l'O.N.U. qui doit enquêter sur les conditions d'élections libres.

D'ailleurs au moment même où les Soviétiques parlent, dans leur note, de rétablir le droit de parole et de réunion pour tous les partis dans toute l'Allemagne ils viennent dans leur zone de « purger » les derniers représentants pourtant bien dociles, des partis bourgeois indépendants, libéraux et chrétiens démocrates. Cela les Allemands de l'Ouest ne l'ignorent pas. D'autre part, les Français ne seront guère tentés de favoriser une Allemagne qui recouvrerait sa pleine souveraineté et pour commencer la Sarre. Quant aux Anglais la liberté commerciale d'une Allemagne réunifiée leur paraîtrait un danger suffisant pour se refuser à discuter. Reste donc l'effet de propagande en Allemagne même. Il sera nul.

Si nous nous sommes étendus sur cet événement c'est qu'il fera l'objet de toutes les conversations. En réalité, il est de peu d'importance.

Le renversement de la conjoncture économique.

Ce qui est grave en ce moment, c'est le repli économique auquel tous les pays se trouvent contraints par l'affaiblissement de la conjoncture mondiale. Les prix mondiaux des matières premières baissent; la pénurie qui fut la conséquence de la guerre de Corée disparaît plus vite qu'on ne le pensait (nos lecteurs en avaient été avertis dès l'abord). Il y a une crise du coton, une du caoutchouc, une de la laine, d'autres suivent en chaîne. L'Australie et la Nouvelle-Zélande bloquent toutes leurs importations. La pénurie de dollars s'aggrave. Les marchés d'exportation subissent une concurrence accrue et les acheteurs se dérobent. On ne va pas tarder à se plaindre de la baisse des prix après avoir déploré la hausse. Et celle-ci est plus malfaisante que celle-là.

Le réarmement, comme nous l'avons montré l'an passé, n'apportera qu'un remède partiel au développement excessif de la production. Fait plus fâcheux: les pays menacés de chômage vont revenir à un protectionnisme qui rendra impossible la libération des échanges et la constitution rêvée de larges espaces économiques. Le chômage reparaitra, il sera un nouvel obstacle à la formation de l'Europe unifiée. Il se pourrait même que tous les dangers d'inflation que l'on veut combattre à grand renfort de prix ne se dissipent d'eux-mêmes à moins que le déficit du budget n'agisse en sens inverse. De toute façon les problèmes qui se posent ne sont plus ceux d'il y a six mois. Qu'on prenne garde de vouloir guérir un mal qui n'est plus et qu'on n'en méconnaisse un autre qui commence.